

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 14/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SHL

26 rue Gay Lussac
59147 Gondecourt

Références : 2025_02_06_Gondecourt_CI_Air
Code AIOT : 0007000877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre d'un contrôle inopiné air missionné par la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et de traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100% d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels. Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80% de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires. En 2022, le site réceptionne environ 2000 tonnes de déchets par mois. Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5h à 22h et exceptionnellement le samedi de 8h à 18h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques et odeurs	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 3.1.1 et 3.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques du conduit n°2	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats des mesures en COV réalisées au conduit n°2 sont conformes aux VLE applicables. Cependant, des odeurs sont présentes au sein de l'établissement et l'étude sur les émissions diffuses de COV doit être approfondie. Cette demande avait été notifiée dans le rapport de l'inspection du 28/10/24. L'exploitant doit y apporter une réponse avant le 21/02/25. A défaut d'une réponse suffisamment approfondie, un arrêté préfectoral prescrivant une étude des émissions diffuses sera proposé au préfet.

Pour mémoire l'arrêté ministériel du 02/02/1998 précise à son article 4 :

"Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés."

Il précise à son article 21 :

"Les valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté d'autorisation sont [...]"

Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte."

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques du conduit n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet de COV
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016 sont modifiées comme suit à compter du 17 août 2022. Les effluents gazeux au conduit n°2 respectent, pour le paramètre COVT, les valeurs limites d'émission (VLE) et sont surveillés aux fréquences suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Concentration moyenne --> 45 mg/Nm³• Flux--> 9 g/h• Fréquence de surveillance --> semestrielle Les VLE sont définies dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. La période d'établissement de la moyenne est la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.
Constats : Le rapport du contrôle inopiné air réalisé par Dekra est référencé E6417139/2501R001 et daté du 07/02/25. Ce rapport présente des résultats conformes aux VLE. La concentration moyenne en COVt mesurée est de 2,7 mg/m3 et la concentration moyenne en COVnm est de 1,5 mg/m3. Il est à noter que seul un évaporateur était en fonctionnement le jour du contrôle inopiné. Par ailleurs, une mesure a été réalisée en amont du filtre à charbon actif et donne la même concentration qu'en aval du système (cf. page 7/24 du rapport DEKRA). Par ailleurs, l'exploitant a fourni un rapport de mesure comparant les charges en amont du traitement et en aval du traitement. Il s'agit du rapport APAVE n° 134679099-001-1 du 27 janvier 2025. Le rapport précise que la mesure "évent cuve amont" se fait sans traitement des gaz, et la mesure "évent cuve aval" se fait après un traitement au filtre à charbon actif. Il n'est pas mentionné de condenseur permettant de traiter les gaz avant passage dans le filtre à charbon actif, contrairement à ce que l'exploitant mentionnait lors de l'inspection. En "évent cuve amont", la mesure de COVt est de 1586 mg/m3 et le flux est de 0,13 kg/h. En "évent cuve aval", la mesure de COVt est de 2,24 mg/m3, la mesure en COVnm est de 0,95 mg/m3. Comme lors de l'inspection précédente, la présence d'odeurs caractéristiques à divers endroits du site subsiste (cf. point de contrôle "rejets atmosphériques et odeurs")
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise le traitement effectif effectué sur les rejets atmosphériques.

Il justifie la différence notable entre les deux mesures réalisées par l'APAVE (amont/aval) et l'absence de différence entre les deux mesures réalisées par DEKRA lors du contrôle inopiné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques et odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 3.1.1 et 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.1.1 L'exploitant prend toute les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p> <p>Article 3.1.5 Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toutes circonstances l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28/10/24, le constat suivant avait été fait : <i>"Lors de la visite, des odeurs caractéristiques sont présentes de manière générale au sein du site, et plus fortement à proximité des deux bâtiments ainsi que sous le auvent à proximité du point de traitement des émissions atmosphériques (conduit 2). L'exploitant procède à une caractérisation exhaustive et contrôlable des émissions diffuses de son site sous 3 mois."</i></p> <p>Le rapport de visite est daté du 21/11/24 aussi, l'exploitant a jusqu'au 21/02/25 pour transmettre cette caractérisation. A ce jour, l'exploitant n'a pas fait de retour à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise sont avancement sur l'étude demandée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

